Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

158-159 | 2019

Subjectivations du(es) / au travail

Colloque « Vivre et étudier les conflits pour la défense de la Terre »

« Policing Extractivism: Security, Accumulation, Pacification »
(Borgagne - Italie — 5-7 octobre 2018)

Annarita Pagliara

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/9206>

DOI : 10.4000/jda.9206

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 321-330

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Annarita Pagliara, « Colloque « Vivre et étudier les conflits pour la défense de la Terre » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 158-159 | 2019, mis en ligne le 01 novembre 2019, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/9206> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.9206>

COLLOQUE
**« VIVRE ET ÉTUDIER LES CONFLITS POUR
LA DÉFENSE DE LA TERRE »**
**« *POLICING EXTRACTIVISM:*
SECURITY, ACCUMULATION, PACIFICATION »**
(Borgagne - Italie – 5-7 octobre 2018)

Annarita PAGLIARA*

Ce colloque a rassemblé chercheurs en sciences sociales et activistes qui souhaitaient se confronter au sujet des nombreux conflits menés pour la défense de la terre contre les processus politiques et économiques d'extraction et de pacification¹. L'objectif était de nourrir le débat sur les théories et expériences, locales et internationales, afin de construire un parcours commun de connaissances démocratiques et participatives. Phénomène mondial d'exploitation finalisé au profit des ressources naturelles au sens large (sol, sous-sol, eau, gaz, pétrole, agriculture), l'extraction est considérée comme cause majeure des conflits environnementaux et climatiques de notre époque. Le colloque a mis l'accent sur les

* Université Paris 8.

Courriel : pagliara.annarita@gmail.com

¹ Il a été organisé par le Transnational Institut, l'université de Lecce-Cedeuam, le mouvement No-TAP, l'association Bianca Guidetti Serra, et coordonné par Francesco Martone, porte-parole du réseau In Difesa Di. Pour accéder au programme complet : -http://unipd-centrodirittiumani.it/public/docs/Estrattivismo_Brochure.pdf

contradictions du système extractif sur le plan global (exigence d'apport constant en ressources au-delà des possibilités de la nature) et local (réalités de la vie matérielle, culturelle et symbolique des groupes liés à ces ressources), comme déterminantes des formes de conflit (Eriksen, 2016). L'extraction peut également être saisie comme un phénomène anthropologique, en ce qu'elle touche à l'identité et à la subjectivité d'individus et communautés. Elle comporte aussi une dimension ontologique et épistémique par la transformation de différents niveaux de lecture de la réalité en un seul modèle, celui imposé par les intérêts économiques des multinationales qui influencent les États et les processus démocratiques.

Strictement liée à la question de l'extraction, la notion de « pacification », concerne le processus qui impose aux « défenseurs de la Terre » l'homologation, le contrôle de l'espace public, la répression de l'État par une intensité et une violence différente, selon qu'il s'agit « de l'être » ou « du ne pas être » (Zibechi, 2016). Dans une « guerre invisible » de l'État à l'égard des personnes et des communautés qui expriment leur désaccord pour défendre la Terre et leurs droits (par-là identifiés comme ennemis), le concept de pacification a été ici analysé sur les plans juridique, économique, historique et social, au niveau international et dans la spécificité des réalités territoriales. En cohérence avec cette approche, le choix du lieu a été conçu comme un acte de solidarité avec la communauté résistante de Melendugno, en lutte contre le projet TAP² (Trans Adriatic Pipeline), offrant l'occasion d'observer les processus d'extraction et de pacification directement sur les territoires concernés tout en impliquant, au-delà du monde académique, les

² TAP est la partie finale d'un gazoduc de 4 000 km partant d'un gisement en Azerbaïdjan et arrivant en Italie pour porter du gaz en Europe. Le point d'arrivée est l'une des plus belles plages du Salento, San Foca (Melendugno). Depuis le début du projet, la population s'est mobilisée pour défendre le territoire contre ce projet imposé aux impacts bouleversants, résultat de pouvoirs corrompus et de droits bafoués tout au long de son parcours, issu d'un modèle de développement néolibéral favorisant multinationales et intérêts privés (<https://www.notap.it/il-progetto-tap/>).

mouvements de lutte, pour aller au-delà des réponses univoques des « experts » et construire une connaissance plus démocratique *via* de nouvelles clefs de lecture. D'ailleurs, avant l'ouverture officielle de la rencontre, universitaires, organisations, associations et mouvements de lutte venus de différents pays (Italie, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Canada, États-Unis, Pérou, Argentine) ont rencontré le maire et les habitants de Melendugno sur le chantier du TAP à San Basilio, où les effets de cette « grande œuvre » sont accablants.

Étalée sur trois jours, le colloque s'est articulé en plusieurs sessions :

– *Shrinking spaces for italian environmental movements* a été le thème d'ouverture avec une revue de la situation en Italie par Italo Di Sabato³ qui depuis des années suit la répression des mouvements environnementaux. Elena Papadia⁴ et Xenia Chiaromonte⁵ ont ensuite présenté l'une, un dossier détaillé sur la répression des mouvements du Salento (en particulier le No-TAP), l'autre, une étude de la criminalisation judiciaire du mouvement No-TAV sur les formes de résistance expérimentées par les militants de Val de Susa.

– Pour la deuxième session, *Pacification in Theory*, Ben Hayes⁶ a traité de la guerre visible et invisible dans les processus d'extraction, reconstruisant le lien étroit entre militarisation, sécurité et mondialisation. Mark Neocleous⁷ a ensuite rappelé que le terme « pacification », utilisé pendant la guerre du Vietnam, développe une conception de la paix comme soumission des peuples qui résistent, par l'action combinée de forces répressives et politiques : la force

³ Osservatorio repressione, IT – “Shrinking Spaces for Italian Environmental Movements.”

⁴ Avocat, IT – “Defend the Defenders of the Earth: a Dossier on the Repression of the Salentinian Movements.”

⁵ Università degli Studi di Bologna, IT – “Criminalization of the No-TAV Movement.”

⁶ TransNational Institute, NL – “TNI's War and Pacification Project.”

⁷ Brunel University London, UK – “What is Pacification?”

comme moyen pour détruire « l'ennemi », la politique comme outil pour construire un nouvel ordre idéologique pacifié. Guillermina Serí⁸ a porté la réflexion sur les nouvelles formes d'extractivisme numérique et de la finance, qui génèrent une utilisation prédatrice des terres, en particulier en Amérique latine, où ce processus a connu une augmentation exponentielle des expulsions, avec persécutions, anéantissement social et culturel des communautés et des centaines d'assassinats. Dans la partie sur des cas d'étude, Mia Tamarin⁹ a soulevé la question de la pacification du conflit en Palestine menée par Israël à travers le contrôle de l'eau, cas emblématique où extractivisme coïncide avec pacification. Tia Dafnos¹⁰ a parlé de l'extraction minière et du pétrole et de la pacification au Canada, soulignant l'utilisation combinée des organismes de sécurité privés et institutionnels dans la répression policière, un « business de la répression » qui devient une source supplémentaire d'extraction de plus-value.

— Dans la session *Extractivism, struggles and repression in Latin American countries*, Juan Kornblihtt¹¹, a montré comment en Amérique du Sud, sous les gouvernements « alternatifs au néolibéralisme », le lien entre État et capital est de plus en plus étroit, ce qui a favorisé des nouvelles formes d'extractivisme du système de location de terres, la rente foncière jouant un rôle important dans les sociétés sud-américaines. David Velazco¹² a mis en évidence le lien entre l'augmentation de l'extraction des ressources naturelles et l'intensification des conflits ; par des nouvelles formes de résistance

⁸ Union College, Schenectady, USA — “Pacification Meets Extraction: Revisiting the Politics of Capital in Latin America.”

⁹ University of Kent, UK — “Water Commodification as Conflict Pacification. The Case of Palestine-Israel.”

¹⁰ University of New Brunswick, CA — “The Pacification Logics of Critical Infrastructure Resilience.”

¹¹ Universidad de Buenos Aires, ARG — “Ground Rent and Class Struggle Under 'Alternatives to Neoliberalism' Governments in South America.”

¹² Observatorio de Conflictos Mineros de America Latina, PE — “Criminalization and Repression of Protests in Peru.”

apparues au Pérou, où sur 220 conflits par mois, 65% sont liés à des problèmes socio-environnementaux. Il a souligné le rôle de l'État dans la diffamation, la criminalisation et la répression violente – jusqu'à la mort – contre ceux qui expriment une dissidence, considérés comme « terroristes de l'environnement ». Maria del Carmen Verdù¹³ a clôturé cette session avec un rapport sur les politiques des gouvernements argentins contre les luttes environnementales et anti-extractives. Elle a souligné la continuité historique des persécutions contre les peuples autochtones, ainsi que la répression paramilitaire et juridique envers ces communautés qui luttent contre la politique de pillage.

Dans la première partie de la session *Law and the Enemy*, la contribution de Michele Carducci¹⁴ a tracé une analyse historique et sémantique de l'ennemi par rapport au droit constitutionnel et pénal. Il a souligné la signification attribuée à l'ennemi en ce qui concerne le contrôle de l'espace, concept historiquement situé dans la conquête de l'Amérique, où s'est développée la première forme d'extraction épistémique et gnoséologique. Dans le contexte du capitalisme mondialisé, le droit est devenu « loi fossile » en ce qu'il nécessite l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que de la subjectivité et de l'identité d'individus et communautés. Le rétablissement d'un « concept biochimique du droit » a été proposé dans le but de décoloniser les connaissances. Les modalités de production des droits sont également à interroger, en allant au-delà du système de représentativité pour restituer un rôle politique à la communauté dans les processus décisionnels, afin de trouver des réponses sur les droits de la Terre allant de pair avec le développement d'un ordre social de partage des biens et des richesses. Le Prison Break

¹³ Coordinadora Contra la Represión Policial e Institucional, ARG – “Repressive Policies of Argentine Governments Against Environmental and Anti-Extractivist Struggles.”

¹⁴ Professeur de droit constitutionnel comparé et de droit climatique, Università del Salento, IT – “The Constitutional Law of the Enemy.”

Project¹⁵ a approfondi les logiques de guerre et de criminalisation dans le contexte de conflits internes, l'utilisation sémantique du concept d'ennemi, et la manière dont idées, idéologie, solidarité et support moral sont criminalisés.

– Dans la deuxième partie de la session, Kevin Blowe¹⁶ et William Jackson¹⁷ se sont focalisés sur la criminalisation des luttes anti-*fracking*¹⁸ au Royaume-Uni ; le premier, soulignant le rôle stratégique de la structure de support juridique créée par les activistes du Legal Observer pour exercer un contrôle sur les informations fournies par les médias et les témoins lors des procès des militants ; le deuxième, identifiant les mesures répressives envers les militants au sein du contexte économique, social et politique en Angleterre.

Finalement, dans la troisième partie de la session, le cas palestinien d'exploitation du territoire et de ses habitants a été analysé en tant qu'essai pour tester les armes et les nouvelles technologies de contrôle mises au point en Israël, aux États-Unis et ailleurs dans le monde occidental : cela explique les raisons du silence des États « démocratiques » face à la répression israélienne des Palestiniens. Rhys Machold¹⁹ a abordé la question de la mondialisation des connaissances utilisées par les forces de police et les systèmes de sécurité ; dans son rapport, Brendan McQuade²⁰ a approfondi le rôle politique des forces de police américaines, sur le

¹⁵ Collectif de chercheurs précaires avec un projet d'analyse sur la répression des mouvements sociaux.

¹⁶ Network for Police Monitoring, UK – “Lessons from the Criminalization of Opposition to Fracking in the UK.”

¹⁷ John Moore University of Liverpool, UK – “Securing Extraction: Policing Fracking in the UK.”

¹⁸ Technique utilisée par les compagnies pétrolières pour stimuler les gisements d'hydrocarbures, avec effets néfastes sur l'environnement.

¹⁹ Glasgow University, UK – “The globalization of Police Knowledge.”

²⁰ SUNY-Cortland State University of New York, USA – “The New COINTELPRO and the Modern Pinkertons Political Policing in the United States.”

plan de l'organisation et des formes envahissantes de contrôle social et du territoire. Face à cette situation, les communautés se sont organisées, prenant les armes et faisant recours à des agences privées de sécurité et de renseignement, un cercle vicieux qui profite du système de contrôle et de sécurité.

– Au cours de la session *Gas, Oil and Fracking* sont intervenus Elena Gerebizza²¹, qui a dénoncé les régimes dictatoriaux et autoritaires impliqués dans les projets de gazoducs SCP et TANAP (en lien avec TAP), et Noelle Audi-Dor²², qui a analysé les mesures répressives prises contre les militants qui luttent contre les politiques d'extraction du gaz. Enzo Di Salvatore²³ et Laura Greco²⁴ ont traité de l'extraction du pétrole à partir des forages en haute mer jusqu'aux opérations conduites par l'ENI²⁵, décrivant la responsabilité de ce géant des hydrocarbures en matière de destruction de l'environnement et d'impact social sur les communautés locales, en Italie et à l'étranger. Sur le problème spécifique du Salento et sur la nouvelle extraction agro-industrielle, Nicola Grasso²⁶ a évoqué les pressions politiques et économiques qui obligent à remplacer les anciens oliviers par de nouveaux à forte intensité, impliquant une refonte du paysage et du système patrimonial, avec élimination de la petite propriété paysanne au profit de la grande propriété capitaliste, entraînant une déconstruction du système social et culturel. Enfin,

²¹ Re:Common, IT – “Dictatorship, Authoritarianism and Gas Pipelines SCP and TANAP.”

²² Gastivists Network – “Fighting the Push for Gas: the Risks and Repression we Face.”

²³ Università di Teramo, IT – “Oil Extraction and Rights: the Italian Case.”

²⁴ A Sud, IT – “Environmental Justice and Energy Production in Italy: the ENI Case.”

²⁵ Ente Nazionale Idrocarburi, principale société pétrolière italienne à participation publique.

²⁶ Professeur de droit constitutionnel ; Università del Salento, IT – “Environmental Justice and Agro-Industrial Extractivism in Salento.”

Simona Fraudatario²⁷ a donné un aperçu des droits de l'Homme violés par les activités minières et agro-industrielles en Asie, Afrique et Amérique du Nord, évoquant les peines prononcées par le Tribunal permanent des peuples. Elle a également présenté une hypothèse de travail sur le lien entre droits des peuples et de la nature, afin de créer des valeurs allant au-delà des limites des domaines du droit, dans le but de construire un Tribunal international de la Terre Mère garantissant un réseau de nouvelles stratégies juridiques et politiques.

À l'issue des sessions de la rencontre, une résolution finale a été rédigée puis présentée, lors d'une réunion publique à Melendugno. Un réseau a été envisagé entre le monde académique, les organisations et les communautés en lutte, pour partager recherches, élaborations théoriques, informations et expériences pratiques sur les processus de pacification et de répression liés à l'extraction. Il s'agirait d'un réseau de collaboration, d'échange et d'apprentissage mutuel à partir des études sur ces luttes communes au niveau local, national et international. Un appel a été lancé au Tribunal permanent des peuples et à la cour des droits de la nature pour que l'année prochaine soit convoquée une session spécifique sur les Défenseurs de la Terre, avec une plateforme pour dénoncer les violations des droits des peuples et de la nature causées par l'extractivisme. Il a été également proposé aux habitants et maires du Salento d'accueillir, en tant que « Défenseurs de la Terre Mère », tous ceux qui, persécutés à cause de leur engagement, sont obligés de quitter leur pays, afin de renforcer leurs liens et poursuivre leur activisme. La résolution, approuvée par l'assemblée, a été acceptée par le maire et la communauté hôte, au sein de laquelle cette conférence a laissé une marque importante. À la même occasion, Marco Potì, maire de Melendugno, a présenté un projet pilote local sur l'autoproduction et l'autoconsommation d'énergie. Cette pratique de

²⁷ Permanent Peoples Tribunal – “Mining and Agro-Industrial Extractivism in Africa, America and Asia: the Session of the Permanent Peoples Tribunal.”

justice environnementale critiquant le système extractif aurait une double valeur : d'abord, en termes de démocratie communautaire, elle redonnerait du pouvoir de décision à la population concernée, puis, en mettant en œuvre des choix stratégiques sur les questions énergétiques, elle se déploierait dans le respect des « droits de la nature ». Cela est signe d'une transformation de la réflexion sur les modes de vie, en réponse d'une part à la crise environnementale provoquée par les politiques extractives, qui ont un impact sur les identités et relations locales, et d'autre part à une conception de l'habiter comme lieu dense de significations matérielles et culturelles.

La rencontre a permis de souligner le caractère transversal des luttes diffusées au niveau planétaire contre un processus global d'appropriation des terres et d'extraction, qui apparaît comme une nouvelle frontière du néolibéralisme. Ce lien entre local et global a été facilité par l'approche utilisée, privilégiant, comme première phase, l'observation directe (visite du chantier TAP, rencontre avec la population locale), puis, le rapprochement entre les divers mouvements et les spécialistes de différentes disciplines. La réflexion finale sur cet événement souligne l'intérêt de poursuivre et d'élargir les recherches socio-anthropologiques sur les dynamiques culturelles sous-jacentes aux crises environnementales, pour comprendre pleinement les effets dévastateurs de nouvelles formes d'exploitation des ressources et des êtres vivants. L'anthropologie peut à ce sujet apporter une contribution fondamentale car, par l'enquête ethnographique, elle permet de saisir au niveau local les articulations symétriques et asymétriques, les frictions et les paradoxes résultant de l'impact social et environnemental du développement et de la croissance économique, en les reliant à un contexte mondial (Rossi, 2012). Elle peut aussi apporter à la question des conflits environnementaux, dans divers continents et au cœur de l'Europe, un regard sur les reconfigurations socio-culturelles de ces processus politiques, pour re-politiser l'écologie et l'imprégner du paradigme de la justice environnementale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ERIKSEN T. H., 2016. *Overheating. An Anthropology of Accelerated Change*. London, Pluto Press.

ZIBECCHI R., 2016. *La nuova corsa all'oro. Società estrattiviste e rapina*. Riola (Italia), Ed. Museodei by Hermatena.

ROSSI, A., 2012. « Introduction », in **ROSSI A. & D'ANGELO L.** (eds), *Antropologia, risorse naturali e conflitti ambientali*. Sesto S. Giovanni (IT), Ed. Mimesis.

* * *